

| |
|---|
| Réponse RTE à la consultation publique n°2025-15 du 11 décembre 2025 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit |
|---|

- **RTE considère que la régulation des demandes sur le segment du stockage devrait être étendue aux études exploratoires**

RTE souscrit pleinement au souhait de régulation de la CRE des demandes de raccordement dans le cadre des publications de capacités à gabarit, face au volume très important de demandes reçues immédiatement après la mise à jour de la cartographie.

RTE rappelle que ce grand nombre de demandes de la part des opérateurs du stockage n'est pas limité au cadre spécifique des offres de raccordement à gabarits : les demandes de raccordement hors gabarit sont également très nombreuses, de même que les demandes d'étude exploratoire. Ainsi, entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2025, si environ six cents demandes de PTF ont été reçues, RTE a enregistré en parallèle un **volume de demandes d'études exploratoires de stockeurs stand-alone comparable à celui de tous les autres clients HTB cumulés sur la même période** (plus de deux mille demandes). Cela représente un bond de plus de cinquante pour cent des demandes d'études exploratoires et un volume treize fois supérieur de demandes de PTF stockage par rapport à 2024.

Le volume de demandes d'études exploratoires sur le segment du stockage ne décroît pas malgré les publications cartographiques de mars et octobre 2025 et la visibilité qu'elles ont apporté aux acteurs pour mieux cibler leurs demandes ; dès lors, RTE considère qu'il serait pertinent de réguler également les demandes d'études exploratoires, par exemple en instaurant un **nombre maximal de demandes d'études exploratoires gratuites sur une période donnée**. L'introduction de cette régulation serait d'autant plus justifiée que RTE mettra à disposition des acteurs producteurs et stockeurs début 2026 un prototype d'outil appelé « SimuRacco », dont l'objectif est d'apporter un premier niveau d'information quant aux conditions de raccordement d'un projet sur un poste donné, en délivrant des ordres de grandeur de coût et délai de raccordement et des éventuelles limitations.

- **RTE relève des impacts opérationnels et des conséquences en termes de régulation incitative**

Dans le cadre de la publication des zones éligibles à une offre de raccordement à gabarit, RTE a mis en place un système d'instruction, fruit du retour d'expérience de la première publication de mars 2025, qui avait généré un très grand nombre de demandes et induit une gestion des offres caduques toujours en cours fin 2025. Ainsi, face au nombre de demandes de raccordement reçues et parfois espacées de quelques minutes seulement et considérant que la capacité disponible sera captée très rapidement lors de l'acceptation des premières PTF remises, RTE a mis en place un système ad hoc de traitement de la file d'instruction des demandes, qui a été présenté aux acteurs en amont de la publication des zones à gabarits.

RTE considère que la proposition de la CRE consistant à introduire un classement des demandes en cours de processus d'instruction ne doit pas conduire à remettre en question ce mode de traitement de la file d'instruction. Autrement dit, **la régulation des demandes au moyen d'un classement effectué par les demandeurs doit être limitée aux demandes actuellement en cours d'instruction par RTE**. De même, RTE considère qu'il n'est pas souhaitable que des demandes abandonnées puissent être « réintroduites » à l'occasion de ce processus de sélection.

Sous réserve des points précédents, RTE est donc favorable à l'application des modalités de classement des demandes proposé par la CRE à **l'ensemble des demandes de raccordement à gabarit en cours d'instruction.**

D'autre part, RTE identifie une charge opérationnelle supplémentaire à l'issue de l'instruction des demandes de raccordement liée à l'instauration du processus de régulation proposé. En effet, l'envoi d'un nombre maximum de PTF « de premier rang » par opérateur nécessite d'identifier au préalable les éventuels liens entre les différentes sociétés ayant fait une demande de PTF – un recensement non consolidé à ce jour : RTE n'ayant pas pour mission de vérifier le contrôle au sens de l'Article L233-3 du code de commerce, cette information doit être précisée par les acteurs lors de la demande de raccordement afin d'éviter un contournement des règles par la création de sociétés dont RTE ne pourrait pas évaluer de lien considérant les informations à sa disposition. Enfin, la proposition de la CRE suppose la mise en place de files d'envois successifs des PTF, une fois la répartition des classements des demandes de chaque opérateur par poste effectuée.

Néanmoins, RTE est favorable à la proposition de la CRE en réponse à cette situation spécifique. RTE envisage par ailleurs de lancer une concertation avec les parties prenantes afin d'envisager des modalités de régulation des demandes d'études exploratoires ou de PTF dans des situations analogues.

Considérant le délai de validation et de publication de la nouvelle version de procédure de raccordement, et le respect d'un délai minimum d'envoi entre les PTF en concurrence, RTE ne sera pas en mesure d'émettre les PTF à gabarit dans les trois mois prévus par la procédure. **Ce délai de trois mois faisant l'objet d'une régulation incitative, RTE demande donc à la CRE de prendre en compte ce contexte particulier dans l'évaluation de l'atteinte des objectifs de 2026.**